



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Fonction publique en danger :

CAP sur les luttes !

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France salue les travailleurs et travailleuses de la Fonction publique, mobilisé-e-s pour dénoncer le projet de loi sur la Fonction publique, intitulé CAP 2022.

Démantèlement du secteur public...

En parfaits « managers » des intérêts du Capital, le président Macron et son gouvernement donnent un nouveau coup d'accélérateur aux régressions néolibérales, en s'attaquant à la Fonction publique (FP) après avoir démolé le Code du Travail.

L'objectif est connu : suppression de 120 000 emplois, baisse de la dépense publique de 30 milliards d'euros d'ici 2022, abandon de nombreuses missions publiques et d'intérêt général, privatisations, transfert de compétences. Ce projet de loi, s'il était adopté par le Parlement, aurait des conséquences dramatiques tant pour les agents de la Fonction publique qu'elle soit d'État, territoriale ou hospitalière, que pour les usagers et la population pour qui, déjà depuis plusieurs années, le service public est devenu synonyme d'éloignement, d'appels téléphoniques infructueux, où les êtres humains sont remplacés par des boîtes vocales et des sites Internet impersonnels avec tous les inconvénients engendrés. Aucune de ces propositions ne répond à la satisfaction des personnels et des usagers :

- Individualisation des salaires et rémunérations « à la tête du client » en donnant une valeur de point d'indice différent aux trois versants de la Fonction publique (État, territoriale et hospitalière).
- Suppression des CAP dont le rôle est essentiel dans la carrière des fonctionnaires, car elles ont compétence entre autre en matière d'avancement, de mutations.
- Recours de plus en plus important à l'embauche d'agents sous contrat au détriment de celle de fonctionnaires par voie de concours, avec les consé-

quences néfastes pour leur éventuelle titularisation et leur formation, compte tenu des coupes sombres prévues pour l'avenir. Rappelons que les concours sont là pour maintenir l'indépendance idéologique et économique de l'agent vis-à-vis du pouvoir politique, même si cela n'empêche pas l'État de rester l'appareil idéologique du capitalisme.

...pour servir les profits des monopoles et du capital financier

Aucun secteur n'est épargné. L'objectif final n'est rien de moins que la suppression maximale du service public pour engraisser toujours plus les entreprises privées. En effet, rappelons les plans successifs de privatisations : celui de juillet 2017, transférant au secteur privé 10 Mds d'actifs publics détenus par l'État dans les transports (SNCF, Alstom, Air-France, etc.), l'énergie (EDF), la téléphonie (Orange) ; puis celui de 2018, lié à la loi « Pacte », qui a touché Aéroports de Paris, Engie et la Française des jeux...

Sans oublier les cadeaux à foison en faveur du patronat et le maintien d'une politique fiscale injuste confirmée par les annonces de Macron le 25 avril (pas de rétablissement de l'ISF, baisse des impôts sur le revenu, sans toucher à l'injuste TVA...) ; orientations qui continueront d'aggraver le déficit public dont on nous rebat les oreilles pour justifier les mesures évoquées ci-dessus...

Nécessité de la lutte...

On le voit : comme la Loi Travail aggravée par les ordonnances Macron, l'attaque contre la Fonction publique est massive et brutale. Brutale pour les fonctionnaires qui vont subir de nouvelles dégradations sur leurs rémunérations et leurs conditions de travail ; brutale pour les travailleurs précaires de la FP (1 agent sur 5 est contractuel...), plus fragilisés que jamais dans leurs emplois ; brutale pour les usagers des services publics qui verront leurs besoins vitaux (santé, éducation, logement, transports, .../...



web



pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov BP40084

75 862 PARIS CEDEX 18



unionjc.fr

culture, etc.) de moins en moins satisfaits.

La défense de la Fonction et des services publics est donc une absolue nécessité. Outre la sauvegarde des statuts, il faut se battre pour exiger la réouverture des services de proximité fermés ces dernières années.

Devant ce pouvoir qui utilise la force contre les manifestants exprimant leur désaccord, la riposte doit être à la hauteur des enjeux, et c'est à la grève générale que les organisations syndicales doivent appeler pour gagner. Public, privé, travailleurs et usagers ensemble pour faire cesser cette politique de casse et de destruction.

Lutte de classe contre le Capital et son État !

Mais cette lutte doit s'éclairer de la conscience du rôle joué par l'État capitaliste, dont on ne peut ignorer la nature de classe : bien loin de constituer un bouclier contre les méfaits du capitalisme, l'État en est l'émanation.

Ces services publics, dans la continuité des nationalisations, ont été arrachés par les luttes du XX^e siècle et par la Résistance ; ils ont été concédés par l'État bourgeois inquiet de l'existence, au niveau national, d'un fort mouvement de lutte de classe (CGT et Parti communiste) et d'un camp socialiste à l'échelle internationale ; ils ont montré leur capacité à satisfaire les besoins matériels, culturels, sociaux et démocratiques.

Avec l'abandon des principes révolutionnaires (au PCF) et de lutte de classe (à la CGT), la bourgeoisie a regagné provisoirement ses positions dans la lutte de classe économique, elle est repartie de plus belle dans sa politique de rentabilité financière au service exclusif du Capital.

Refusons donc l'illusion d'un « État-providence », protecteur, arbitre, neutre ; combattons-le au quotidien, en tant que représentant du Capital, qui sert les monopoles et les banques, autant par sa loi Travail que par ses attaques contre la Fonction publi-

que !

Rejetons les sirènes de la division ! Uni-e-s, nous sommes plus fort-e-s !

Les travailleurs et travailleuses de la FP ont raison de se mobiliser dans l'unité contre les mauvais coups qui leur sont portés ; mais ces résistances doivent s'amplifier et converger dans un front uni de tous les travailleurs, de la jeunesse et des retraités, pour le maintien de l'ensemble des conquêtes sociales, pour la défense des emplois, des salaires et pensions, et des services publics.

Notre solidarité est vitale ; nous sommes toutes et tous victimes de la même politique, celle du capitalisme !

La perspective, c'est le socialisme !

En luttant contre la politique du gouvernement Macron/Philippe, rappelons-nous que le capitalisme n'est pas l'avenir, car il est bâti sur le vol, la destruction des acquis sociaux, des libertés démocratiques et de la planète, l'exploitation de l'homme par l'homme, les inégalités et la mise en concurrence entre les êtres humains...

La voie de l'émancipation sociale passe nécessairement par l'abolition du régime de propriété privée des moyens de production, et en mettant l'État au service exclusif des besoins de toutes et de tous.

Cette voie doit être aujourd'hui à nouveau notre perspective, celle de la victoire de nos luttes en faveur de notre Fonction publique, et celle d'une nouvelle société qui mettra fin à la loi barbare des profits capitalistes.

Le PCRF, mai 2019

Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins

le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____